

INTRODUCTION

[Enrico Donaggio](#), [José Rose](#), [Mariagrazia Cairo](#)

Érès | « Clinique du travail »

2022 | pages 7 à 17

ISBN 9782749273327

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/travail-e-s-t-liberte---page-7.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Érès.

© Érès. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Introduction

Le thème de l'avenir du travail occupe une place de plus en plus importante, presque obligée, dans le débat public et spécialisé. Les représentations et les pratiques qui concernent cet aspect fondamental de la condition humaine se trouvent aujourd'hui en pleine phase de métamorphose et d'évolution. Un nouvel ordre du discours et de réalité est en train d'émerger. Ses configurations, pas encore clairement déchiffrables, suscitent à la fois crainte et espoir.

Des publications titrées *The Future of Work* voient sans cesse le jour et qu'elles soient rédigées par des grandes institutions internationales (Banque mondiale, Union européenne, Organisation internationale du travail), des chercheurs académiques, des syndicats ou des collectifs de militants engagés, elles proposent des descriptions du territoire et de l'horizon très voisines. L'accent est ainsi mis sur des nouveautés sans précédent (révolution numérique, industrie 4.0, *sharing economy*, crise du salariat, mutations des formes d'emploi, revenu universel), des évidences empiriques apparemment sans appel (rapidité des changements, croissance démographique, augmentation de la productivité, accès réduit au marché du travail). Mais aussi sur des retours à un passé que l'on croyait révolu (précarité, vulnérabilité, multi-activités, désyndicalisation, crise du Welfare et corrosion des droits) et sur la récurrence éternelle de l'identique telle la prophétie de la fin du

travail, aussi ancienne que le travail lui-même, et pouvant prendre la forme d'une disparition tout court, d'un grand remplacement des êtres humains par les robots ou de la destruction plus ou moins créatrice d'une quantité massive d'emplois.

Une réflexion de qualité remarquable a été menée jusqu'à aujourd'hui sur le versant noir de cette énième métamorphose du travail. Parmi les résultats les plus intéressants, on peut citer le renouvellement de certaines catégories classiques (injustice, exploitation, aliénation, domination, servitude volontaire, banalité du mal) ; la découverte d'un terrain fécond d'analyse et de dénonciation (la souffrance au travail dans sa dimension psychique ainsi que la constellation de phénomènes qui gravitent autour du sentiment de manque de reconnaissance) ; la déconstruction des pratiques et des rhétoriques gestionnaires qui – malgré leurs appels à la liberté – visent toujours à la soumission ; la mise au jour de nouvelles formes de prolétarianisation et de création de la valeur par le travail cachées derrière l'opacité anonyme des algorithmes (micro-travail, travailleurs du clic, livreurs, logistique, plateformes).

En revanche, la réflexion sur l'autre côté constitutif du travail dans toutes ses métamorphoses – autonomie, autoréalisation, *empowerment*, bonheur, émancipation – demeure l'apanage presque exclusif du discours néolibéral, du management et de la culture d'entreprise où le sujet qui travaille est considéré avant tout comme un capital ou une ressource humaine à valoriser. La promesse de liberté individuelle et collective, dont le travail a été porteur dès le début de la modernité, est alors récupérée par l'idéologie néolibérale, mais elle risque en même temps d'être délaissée par sa critique qui reste le plus souvent focalisée sur le versant négatif du travail contemporain.

Les questions posées par le Collectif ArTLib – dont la composition est précisée à la fin de l'ouvrage – essaient de contrebalancer ce déséquilibre de sensibilité et de profondeur diagnostique qui caractérise aujourd'hui la meilleure critique du travail. L'approche

d'ArTLib repose en effet sur l'idée que dans les expériences et les représentations du travail s'affrontent et se produisent toujours de multiples dynamiques contradictoires et conflictuelles : autonomie et domination, subjectivation et assujettissement, appropriation et aliénation, réalisation et perte de soi. Une partie capitale du destin individuel et collectif des êtres humains à chaque époque se décide dans ce champ de tensions.

Le travail, pratique et rapport social à part entière, est ainsi central dans la vie des individus et des sociétés : il y a eu, il y a et il y aura toujours du travail humain, même s'il est caché, invisible, refoulé ou encore à inventer. Pour cette raison, le travail est à penser et à critiquer dans sa relation constitutive avec le pôle apparemment opposé de la liberté. Celle-ci ne peut pas être instrumentalisée par une rhétorique néolibérale qui revendiquerait un droit de monopole fictif et contingent sur cette vérité capitale de la condition humaine. Mais la liberté ne peut néanmoins être réduite à une variable dépendante ou négligeable par une critique du travail qui se concentrerait exclusivement sur le côté pathogène de cette expérience.

Travail e(s)t liberté, tel est le postulat qui caractérise la démarche d'ArTLib.

De cette prise de position fondamentale découlent les questions qu'ArTLib a développées dans les textes collectifs de ce livre et qu'il a posées aux auteurs invités à contribuer à cet ouvrage : quelles sont les articulations aujourd'hui dominantes entre travail (contenu du travail, rapport au travail, rapports de travail, organisation et sens du travail) et liberté (individuelle et collective, positive et négative, autonomie et puissance d'agir, émancipation et servitude volontaire) ? Qu'y a-t-il de critiquable ou d'intolérable dans ces configurations ? Existe-t-il des alternatives possibles, voire des utopies concrètes ou nécessaires qui émergent aujourd'hui dans ce domaine tant sur le plan théorique que pratique ?

L'ouvrage se compose de huit chapitres organisés en deux parties. Chaque chapitre éclaire, de façon pluridisciplinaire, des

aspects de la tension structurante entre travail et liberté, telle qu'elle se produit à différentes échelles.

D'abord, en ouverture, il y a un effort de clarification des notions de « travail », « liberté » et de leur rapport, dans une perspective à la fois historique et théorique qui décline les dimensions et les formes de cette dyade. Ensuite, différentes facettes du problème sont analysées, de manière singulière : le mouvement continu entre aliénation et émancipation, qui caractérise le travail vivant ; la nécessaire réflexion autour de la démocratisation du travail ; la contradiction des entreprises libérées qui butent sur la subordination juridique des salariés ; une nouvelle culture du travail indépendant, qui se révèle moins la promesse d'une libération que le symptôme de la crise de l'économie classique ; les modèles d'établissement du travail libre, entre management alternatif, autonomie et surveillance ; l'articulation entre utopie et critique dans le travail libertaire qui caractérise certaines communautés intentionnelles.

Les points de vue proposés trouvent leur originalité dans l'usage d'une méthode qui entrecroise ancrage théorique et historique avec analyse de situations précises et travail d'enquête. De ce fait, dans ces textes, on ne se retrouve pas seulement face à l'alternative méthodologique classique entre démarche descendante ou déductive d'un côté et démarche ascendante ou inductive de l'autre. C'est la différence même entre les registres théorique et pratique qui se trouve ici interrogée, déstabilisée, redéfinie. En effet, les enquêtes ne sont pas de simples illustrations et les propositions théoriques des vérités à démontrer. Et si les allers et retours entre ces deux dimensions sont souvent évoqués dans les recherches en sciences humaines et sociales, il n'est pas pour autant facile de les réaliser. Les contributions des auteurs semblent ici y parvenir. Il reste à spécifier de quelle manière.

Dans le chapitre qui ouvre la première partie du livre, le Collectif ArTLib propose une lecture des rapports possibles entre

travail et liberté, en déployant un éventail historique et conceptuel non exhaustif mais suffisamment large pour que le spectre des configurations l'emporte sur la profondeur analytique et sur la précision du détail. Les notions de travail et de liberté sont examinées tour à tour de manière symétrique mais toujours prises dans leurs rapports.

Dans une première partie du texte, on rappelle que le travail possède à la fois une dimension anthropologique universelle et des spécificités historiques décisives : ce n'est qu'avec la modernité que le travail prend une signification pratique et théorique capitale, puisqu'il devient facteur de production, fondement du lien social et vecteur d'autoréalisation individuelle et collective. Ensuite le chapitre passe en revue les formes multiples du travail (activité, emploi, métier, profession) et les rapports possibles entre travail et liberté allant du contenu à l'organisation. La deuxième partie du chapitre se concentre sur la notion de liberté, en montrant tout d'abord comme elle semble échapper à toute tentative de la définir de manière rigide, à travers les dichotomies classiques de la théorie politique et de la philosophie morale. Enfin, pour essayer de caractériser les rapports entre liberté et travail, on dégage cinq figures types en procédant de la perspective de « libérer le travail » jusqu'à celle de « se libérer du travail », en passant par trois figures intermédiaires : se libérer « dans », « malgré » et « par » le travail.

Christophe Dejours ouvre son chapitre par une différenciation entre la manière de saisir les concepts d'aliénation, d'émancipation et de servitude volontaire en philosophie, en psychiatrie, dans la clinique et, plus particulièrement, dans la psychodynamique du travail. Sur la base de l'écart entre travail prescrit et réel et de l'impossibilité pour le travailleur, en tant qu'être humain, de respecter strictement le prescrit, cette contribution met en avant l'expérience de l'échec qui permet au travailleur de mobiliser son intelligence pour faire face à la souffrance provoquée par l'obstacle du réel. De ce fait, l'intelligence au travail est toujours

subversive au regard des prescriptions et elle recourt à des « trauvailles » issues de la « corps-proprietation », c'est-à-dire l'effort de transformation de soi par soi.

Or, dans le travail, cette intelligence individuelle s'articule à celle des autres dans l'expérience de la coordination, puis de la coopération qui produit des règles de métier, débattues, en partie modifiées dans des espaces de délibération, par une activité déontique collective qui se frotte, au quotidien, avec la doctrine et les contraintes de l'entreprise néolibérale. L'approche de la psychodynamique du travail fait apparaître l'ensemble de ces dimensions par le concept de « travail vivant ». Ceci permet de nommer les tentatives des femmes et des hommes de reprendre la main sur l'organisation de leur travail et d'entrer « en résistance ». Il reste à comprendre comment et jusqu'où cette émancipation peut associer une démocratie délibérative – ce qui permettrait l'émancipation dans l'entreprise – à une démocratie participative – ce qui permettrait l'émancipation dans la société.

Pour Emmanuel Renault, la tradition dans laquelle s'inscrivait la question de la démocratisation du travail a perdu sa puissance et la relation travail-utopie, traditionnellement portée par des mouvements de gauche, se dissout dans une vision négative du travail : pour l'individu ou le groupe, l'émancipation se réalise désormais en dehors du travail et donc aussi de ses lieux. Or, aujourd'hui, les salariés se montrent préoccupés par les modalités de l'exercice du pouvoir dans l'entreprise. De plus, l'absence d'un débat sur la démocratisation du travail est à signaler chez les théoriciens de la démocratie qui semblent néanmoins circonscrire cette nécessité aux institutions politiques, en évacuant, de fait, les espaces et les expériences de travail. Mais si le remède à la crise de la démocratie est plus de démocratie, alors pourquoi le travail ne serait pas au cœur de la démocratisation de la démocratie ?

De ce débat théorique, deux scénarios en découlent : l'un qui s'appuierait sur la mise en place d'une démocratie représentative

(cogestion entre représentants des capitaux et salariés) ou bien d'une démocratie participative-délibérative pour les prises de décision plus générales dans l'entreprise ; l'autre qui soutiendrait une démocratie participative concernant l'ensemble de l'activité collective de travail. Ce deuxième scénario pourrait aboutir à un programme comportant trois piliers : défendre les collectifs de travail contre leur fragilisation par la mise en concurrence des salariés ; instituer une plus grande autonomie des collectifs de travail ; transformer la prescription en coopération. Ce programme questionne la notion d'obéissance, qui ne devrait jamais être inconditionnelle mais toujours conditionnée par l'examen préalable de sa légitimité, ce qui permettrait une redéfinition des rôles et des places de chacun dans l'entreprise et dans l'espace public.

Danièle Linhart analyse l'« entreprise libérée » comme étant la version plus récente dans laquelle s'incarne un mouvement continu du patronat qui vise la modernisation, la réinvention des modalités de gestion et d'organisation du travail. Ce modèle d'entreprise pose en son centre l'action managériale en valorisant son inaltérable inventivité. Trois *credo* la charpentent : la subsidiarité (faire confiance aux salariés) ; le postulat que l'homme est bon (donc zélé dans son travail et soucieux de la productivité et de la rentabilité de son entreprise) ; la nécessité du collectif (esprit d'équipe et communauté dans l'entreprise). Les leaders, les dirigeants « libérateurs » voudraient à la fois libérer les travailleurs et le travail ; cependant cela se réalise dans le maintien du statut de subordination juridique des salariés, ce qui détache complètement la liberté dans l'organisation de la liberté formelle.

Dans l'entreprise, les contraintes de l'économie de marché se substituent au pouvoir des dirigeants et régulent l'implication de chaque salarié sans besoin d'impositions ou de contrôles. Ainsi, le sentiment de liberté est tout aussi décisif que la liberté elle-même : du côté des salariés, cela se traduit par la possibilité d'assumer tout défi comme une aventure ; du côté des dirigeants,

comme le moyen d'exercer un regard positif sur l'entreprise et sur chaque salarié. Quand la ligne hiérarchique est rétrécie, il y a moins de fonctions supports intermédiaires (directions des ressources humaines, administratives, financières, commerciales) et plus d'autonomie de gestion pour les salariés qui n'en sont pas plus rémunérés pour autant. De plus, les salariés n'ont pas véritablement la possibilité de mettre en question les choix de la direction ; il s'agit moins d'expérimenter la délibération que d'accomplir sa stratégie.

La deuxième partie du livre s'ouvre sur un autre chapitre du Collectif ArTLib centré cette fois sur les perspectives dans lesquelles les tensions entre travail et liberté se révèlent. La perspective *macro* ou *collective* montre la place et le sens accordés au travail à un certain moment historique dans la vie d'une société. ArTLib met ici l'accent sur l'urgence d'une nouvelle grande narration mettant en son cœur l'articulation entre travail et liberté, se distinguant de celles qui ont dominé dans le passé (le grand récit bourgeois et socialiste-communiste) ou qui dominent actuellement (le grand récit néolibéral).

La perspective *méso* ou *intermédiaire* met la focale sur les organisations et les entreprises intervenant dans la mise en forme du travail et qui laissent aujourd'hui plus de marges aux individus sans pour autant remettre en cause les hiérarchies. ArTLib se concentre ici sur les expérimentations émergeant dans les champs du management et de l'action syndicale.

La perspective *micro* ou *individuelle* examine la place et le sens du travail pour chacun, dans sa double dimension de liberté et de contrainte. Ici ArTLib s'intéresse particulièrement au type d'individualité présumé et produit dans le rapport au travail, aux liens que le travail permet de tisser avec le monde pour laisser ouverte la possibilité d'une action libre.

Pour Massimiliano Nicoli, Luca Paltrinieri et Muriel Prévot-Carpentier, le développement des plateformes numériques et

de la *gig economy* pose des questions cruciales quant au rapport entre travail et liberté. D'une part, la promesse de liberté et d'autonomie est constamment mobilisée par cette nouvelle culture du travail indépendant. D'autre part, cette promesse pourrait se révéler comme une énième fantasmagorie cachant des nouvelles formes de dépendance économique mais aussi organisationnelle et psychologique. Le sujet travailleur indépendant est en effet littéralement plongé dans des relations numérisées et de connectivité permanente qui pourraient bien représenter de nouvelles formes de contrôle et de nouvelles chaînes le liant au donneur d'ordre.

Si la libération promise s'apparente davantage à une soumission totale aux règles d'un marché façonné par les nouvelles technologies, il faut d'abord se demander comment et pourquoi ces technologies façonnent ce donneur d'ordre qu'est l'entreprise elle-même, en la transformant en un quasi-objet social de moins en moins différenciable du marché. Le but des auteurs n'est pas de montrer que les plateformes sont devenues les formes dominantes de la production de valeur, ni que le travail change magiquement sous l'impulsion des progrès technologiques. L'émergence du capitalisme de plateforme, dans la financiarisation progressive de l'économie, doit être en revanche comprise comme le symptôme d'une crise de l'entreprise classique en tant qu'espace d'organisation du travail fondé sur la propriété privée. À l'intérieur de cette crise s'expérimentent pourtant des formes renouvelées de coopération comme le *platform cooperativism*.

Isabelle Berrebi-Hoffmann propose un aperçu socio-historique de la tension entre liberté, management et travail dans le numérique afin de questionner les conditions d'institution d'un travail libre. Dans les mondes productifs numériques – à partir des années 1970 – le travail intellectuel, créatif et de conception ne paraît plus correspondre aux formes aliénées du travail contraint taylorisé. Il est vécu comme expression de soi tout autant que statut social et source première de reconnaissance et de sécurité

existentielle. Les mondes du travail numérique cherchent à concevoir des organisations autour et pour ce travail libéré à la fois de la subordination, des règles et de la routine. Les entreprises expérimentent alors des formes de coordination et d'organisation basées sur le travail autonome et des modèles antibureaucratiques. Mais les espoirs d'un travail alternatif plus libre, où les salariés actionnaires vivraient l'entreprise différemment, ont laissé place aujourd'hui à l'inquiétude et à l'ambivalence.

Trois moments critiques de l'histoire des formes productives et du management alternatif dans les mondes numériques sont examinés : l'invention de la figure du salarié-actionnaire dans la Silicon Valley ; le cas des coopératives et des plateformes dans les années 2000 ; les nouvelles façons de produire et de s'organiser au sein de communs à partir d'exemples de Fablabs et de *maker-spaces* de la région du grand Boston dans les années 2010. Dans ces moments différents, le travail libre s'incarne dans la transformation d'un rapport particulier, d'abord entre capital et liberté, puis entre production et liberté, et enfin entre communauté et liberté. Ces tentatives de réarticulation de ces trois rapports successifs au cours du temps sont au centre d'une conception du travail désirable et de l'utopie d'un travail libre dans le numérique.

Michel Lallement analyse les rapports entre la critique, l'autonomie et le travail libertaire en s'inscrivant dans la tradition ouverte par Marx et élaborée par la théorie critique allemande et la philosophie politique et sociale française. Son modèle critique fait du travail un rapport social et de la domination et de l'autonomie un couple biface qui structure le travail. Un troisième principe tient à la nécessité de l'enquête empirique pour examiner les « rêves en avant » (Bloch) qui caractérisent les utopies concrètes.

Afin de saisir les modes d'institution du travail libertaire, l'auteur trace des idéaux-types des communautés intentionnelles qu'il a analysées aux États-Unis (Twin Oaks et Acorn en particulier). Ici, de multiples tensions, qui mettent en jeu notamment des faits

de domination, tempèrent l'efficacité de la liberté sociale. Cependant, le décalage avec les pratiques en vigueur dans la société environnante est suffisamment important pour que l'on soit fondé à regarder ces dernières comme l'expression d'une autre façon de vivre ensemble. La première caractéristique du travail libertaire concerne les représentations collectives ; la deuxième est un mode de coordination basé sur les affinités électives ; la troisième est relative aux modes de construction autonomes de la régulation sociale. Toutefois, les pratiques semblent traversées par une tension entre exigence de consensus et légitimité accordée aux initiatives des membres de la communauté (la do-ocratie dans le langage des hackers d'aujourd'hui). L'individuation est ainsi le quatrième trait constitutif du travail libertaire. L'analyse de ces idéaux-types illustre la nécessité de considérer la critique à la fois comme outil pour déceler et analyser les formes de domination et comme instrument de mise au jour du potentiel émancipateur dont l'autonomie et le travail libertaire sont porteurs.

Les divers chapitres de ce livre se situent essentiellement sur les registres diagnostiques et critiques, puisqu'ils examinent les articulations dominantes entre les formes contemporaines du travail et la thématique de la liberté, tout en relevant leurs aspects contestables voire intolérables. Le registre de l'utopie, qui apparaît par intermittence dans les textes, est évoqué dans la conclusion du livre dans laquelle le Collectif ArTLib envisage d'explorer les possibilités concrètes de penser et de pratiquer autrement le travail afin qu'il laisse effectivement plus de place à la liberté de tous et de chacun.